

Agence de Brive-La-Gaillarde
20 Bis Bd Amiral Grivel
19100 BRIVE-LA-GAILLARDE
Tel 05 19 08 18 20
brive@alpes-contrôles.fr

Référence : 190S2416 PGC - PGC 2
Date d'édition : 16/05/2025
Rapport comportant : 93 pages

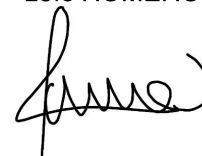
PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé

Catégorie 2

OPERATION
TULLE RESTRUCTURATION DE LA MAISON D_ARRET TULLE 26 RUE SOUHAM 19000 TULLE
Maître d'ouvrage
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES BORDEAUX - SUD-OUEST 188 RUE DE PESSAC 33000 BORDEAUX

Le coordonnateur SPS
Loïc ROMERO



LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	13/11/2024	ROMERO Loïc	Conception	DCE
02	16/05/2025	ROMERO Loïc	DCE	MAJ ALLOTISSEMENT

Diffusion :

Diffusion	SYNOPSIS ARCHITECTURE		
	Monsieur JULIAN Maxim	Architecte	m.julian@synopsysarchitecture.com
	Madame KASSEM Jana	Architecte	j.kassem@synopsysarchitecture.com

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	2 pages
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	2 pages
4.	PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS	1 page
5.	MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	25 pages
	ANNEXES	60 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 12/07/2024.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération :	TULLE RESTRUCTURATION DE LA MAISON D_ARRET
Adresse :	TULLE 26 RUE SOUHAM 19000 - TULLE
Type d'ouvrage :	Maison d'arrêt du TULLE
Type de toiture :	Étanchéité multicouche bitumineuse autoprotégée sur support bac acier
Nombre de niveaux :	2

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Dossiers de plans	Date
PLAN VRD PLATEFORME	28/10/2024
PLAN VRD RÉSEAUX DIVERS	28/10/2024
PLAN STRUCTURE DÉMOLITION	28/10/2024
PLAN STRUCTURE EXISTANT	28/10/2024
PLAN STRUCTURE EXTENSION	28/10/2024
PLANS ELEC	28/10/2024
PLANS CVC	28/10/2024
PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	16/01/2025
Pieces administratives	Date
CCTP LOT 1 - VRD	25/10/2024
CCTP LOT 2 - GROS OEUVRE	25/10/2024
CCTP LOT 3 - CHARPENTE METALLIQUE	25/10/2024
CCTP LOT 4 - ÉTANCHÉITÉ - COUVERTURE	25/10/2024
CCTP LOT 5 - MENUISERIE EXTÉRIEURES ALUMINIUM	25/10/2024
CCTP LOT 6 - BARDAGE METALLIQUE	25/10/2024
CCTP LOT 7 - MÉTALLERIE - SERRURERIE	25/10/2024
CCTP LOT 8 - DOUBLAGE - CLOISONS - PLÂTRERIE - PLAFONDS	25/10/2024
CCTP LOT 9 - MENUISERIES INTÉRIEURES BOIS	25/10/2024
CCTP LOT 10 - REVÊTEMENT SOLS DURS - FAÏENCES	25/10/2024
CCTP LOT 11 - REVÊTEMENT SOLS SOUPLES	25/10/2024
CCTP LOT 12 - PEINTURES	25/10/2024
CCTP LOT 13 - ASCENSEURS	25/10/2024
CCTP LOT 14 - ÉLECTRICITÉ CFO - CFA	25/10/2024
CCTP LOT 15 - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE SANITAIRES	25/10/2024

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie 2.

2.3.2 Déclaration préalable

Elle doit être transmise aux organismes de prévention par le Maître d'ouvrage.

2.3.3 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie 2, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

2.3.4 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 8 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 10 personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE
- La durée d'exécution des travaux est de : 25 mois de travaux

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES BORDEAUX - SUD-OUEST	188 RUE DE PESSAC 33000 BORDEAUX pierre.lesbats@justice.fr
	Monsieur LESBATS Pierre	Tel : 06 28 74 96 53 pierre.lesbats@justice.fr
Architecte	SYNOPSIS ARCHITECTURE	36 QUAI DE TOUNIS 31000 TOULOUSE Tel : 05 61 55 91 64
	Monsieur JULIAN Maxim	Tel : 06 88 15 57 77 m.julian@synopsysarchitecture.com
	Madame KASSEM Jana	Tel : 07 65 20 83 68 j.kassem@synopsysarchitecture.com
OPC	CO. PILOT	30 Bd Paul Painlevé 19100 BRIVE Tel : 05.55.87.24.54 co-pilot.pierre@orange.fr
	Madame LEGROS Julie	Tel : 06 48 58 06 45 julie.legros@copilot19.fr
Bureau d'étude	MATH INGENIERIE	10 Allée Jean Dubuffet 33130 Bègles Tel : 05-57-59-28-90 Fax : 05-56-85-30-22 secretariat@math-ingenierie.fr
Economiste	Techniques & Chantiers	86 avenue des Minimes 31200 TOULOUSE Tel : 05-34-44-96-55 toulouse@techniquesetchantiers.fr
	Monsieur GUILLOT Antoine	a.guillot@techniquesetchantiers.fr
CTC	BUREAU ALPES CONTROLES BRIVE	20bis, Boulevard Amiral Grivel 19100 BRIVE-LA-GAILLARDE Tel : 05 19 08 18 20 brive@alpes-controles.fr
	Monsieur SOUQUIERES Fabien	Tel : 0772112284 fsouquieres@alpes-controles.fr
CSPS	BUREAU ALPES CONTROLES BRIVE	20bis, Boulevard Amiral Grivel 19100 BRIVE-LA-GAILLARDE Tel : 05 19 08 18 20 brive@alpes-controles.fr
	Monsieur ROMERO Loïc	Tel : 0684124691 lromero@alpes-controles.fr

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Inspection du travail	DDETSPP - CORREZE	Cité Jean Montalat Place Martial - Brigueleix 19011 TULLE Tel : 05 55 21 80 00 ddetspp-ucit@correze.gouv.fr
CARSAT	CARSAT Centre Ouest 87	37 Avenue du Président René Coty Service prévention 87100 LIMOGES Tel : 05 55 30 03 86 prevdir@carsat-aquitaine.fr
OPPBTP	OPPBTP 87	4 rue Marcel Pagnol 87000 LIMOGES Tel : 05 55 37 51 29 Fax : 0555538414 nouvelleaquitaine@oppbtp.fr

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 1 - VRD		
Lot 2 - Gros Oeuvre		
Lot 3 - Charpente métallique		
Lot 4 - Etanchéité - Couverture		
Lot 5 - Menuiseries Extérieures Aluminium		
Lot 6 - Bardage métallique		
Lot 7 - Serrurerie		
Lot 8 - Doublage - cloisons - plâtrerie - plafonds		
Lot 9 - Menuiseries Intérieures Bois		
Lot 10 - Revêtement sols durs - Faïence		
Lot 11 - Revêtement sols souples et peinture		
Lot 12 - Ascenseurs		
Lot 13 - Electricité		
Lot 14 - Chauffage - Ventilation - Plomberie sanitaires		

4. PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS

Les chapitres suivants du présent document décriront les sujétions en matière de mise en oeuvre des dispositions de sécurité, celles-ci seront réparties suivant les modalités ci-après :

Par intervenant :

Abréviation	Corps d'état	Lot(s) concerné(s)
D	Démolition	Lot 2 - Gros Oeuvre
T	Terrassements	Lot 1 - VRD
VRD	Voirie et Réseaux Divers	Lot 1 - VRD
GO	Gros oeuvre	Lot 2 - Gros Oeuvre
ETAN	Etanchéité	Lot 4 - Etanchéité - Couverture
CHARP	Charpente	Lot 3 - Charpente métallique
COUV	Couverture	Lot 4 - Etanchéité - Couverture
EL	Electricité courants forts	Lot 13 - Electricité
PB	Plomberie Sanitaire	Lot 14 - Chauffage - Ventilation - Plomberie sanitaires
MEX	Menuiseries Extérieures	Lot 5 - Menuiseries Extérieures Aluminium
MIN	Menuiseries Intérieures	Lot 9 - Menuiseries Intérieures Bois
ASC	Ascenseurs	Lot 12 - Ascenseurs
PLAQ	Cloisons Doublages	Lot 8 - Doublage - cloisons - platerie - plafonds
FA	Façades bardages	Lot 6 - Bardage métallique
CAR	Carrelage	Lot 10 - Revêtement sols durs - Faïence Lot 11 - Revêtement sols souples et peinture
ENR	Enrobé	Lot 1 - VRD
MO	Maîtrise d'Ouvrage	Maître d'ouvrage - DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES BORDEAUX - SUD-OUEST
MOE	Maîtrise d'Oeuvre	Architecte - SYNOPSIS ARCHITECTURE
OPC	Ordonnancement Pilotage et Coordination	OPC - CO. PILOT
CSPS	Coordonnateur sécurité et protection de la santé	CSPS - BUREAU ALPES CONTROLES BRIVE

EC	Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits
TCE	Tous Corps d'Etats
CES	Corps d'Etats Secondaires
CP	Compte prorata
SO	Sans objet

Par intervention :

Installation :

- Le titulaire réalise les travaux au titre de son marché, en assure les études de mise en oeuvre, les vérifications techniques réglementaires et la levée des réserves éventuelles.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, le(s) décisionnaire(s) demandant cette application sera précisé.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

Entretien :

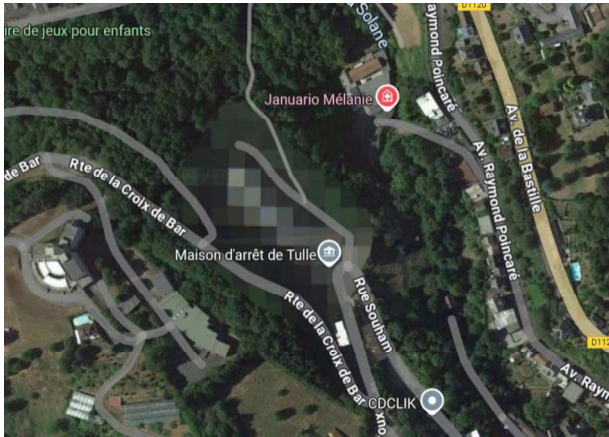
- Les dépenses correspondantes seront attribuées au lot indiqué, comprenant toutes reprises, compléments et apports complémentaires afin d'assurer son objet initial, vérifications techniques complémentaires suivant besoins et la levée des réserves éventuelles.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

5. MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

5.1	MESURES GENEREALES DE COORDINATION SPS (PRISE EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)	2
5.1.1	Contraintes d'environnement	2
5.1.1.1	Particularités du site	2
5.1.1.2	Réseaux	3
5.1.1.3	Condition d'accès au site	3
5.1.1.4	Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	3
5.1.1.5	Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	4
5.1.1.6	Etablissements industriels, commerciaux, de proximités	4
5.2.2.6	Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	4
5.1.1.7	Prévention liée à la présence d'amiante	5
5.1.1.8	Prévention liée à la présence de plomb	5
5.1.1.9	Installations de chantier	6
5.1.1.10	Circulation sur le chantier	9
5.2	Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent	10
5.3.1	Accès - Circulations horizontales et verticales selon phasage de travaux et zone d'intervention (voir phasage + PIC)	10
5.3.1.1	Accès	10
5.3.1.2	Circulations horizontales des piétons	10
5.3.1.3	Circulations verticales	10
5.2.2	Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage	11
5.2.2.1	Conditions de manutentions des matériaux et matériels	11
5.2.3	Approvisionnements, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux	12
5.2.3.1	Approvisionnement	12
5.2.3.2	Conditions et délimitations des zones de stockage ou d'entreposage	12
5.2.4	Nettoyage et évacuation des déchets et décombres	13
5.2.5	Protections collectives	13
5.2.6	Mesures prises en matière d'interactions sur le site	14
5.2.6.1	Phase Préparation	14
5.2.6.2	Phase Terrassement – Début Gros œuvre	15
5.2.6.3	Phase Gros œuvre – Hors d'eau et hors d'air	16
5.2.6.4	Phase Gros œuvre – Corps d'Etats Secondaires	18
5.3	Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	19
5.4	Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant	20
5.5	Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière	21
5.6	Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants	23
	Affichage « En cas d'accident »	25

5.1 MESURES GENEREALES DE COORDINATION SPS (PRISE EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)

5.1.1 Contraintes d'environnement

5.1.1.1 Particularités du site	Installation	Entretien
Site de type Urbain 		
Bâtiments mitoyens <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	TCE	TCE
Voies de circulation Noms des voies de circulation : - Rue Souham – 19000 TULLE		
Servitudes <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> - Servitude d'accès intérieur pour les piétons - Servitude d'accès intérieur pour les véhicules d'entreprises - Servitude d'accès intérieur pour les services de secours éventuels 		

5.1.1.2 Réseaux	Installation	Entretien
Les déclarations de travaux et les coordonnées des concessionnaires sont disponibles sur le guichet unique : www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr		
Déclaration de projet de travaux (DT) <u>Déclaration de projet de travaux aux concessionnaires :</u> Transmise par le Maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non le	MO	MO
Déclarations d'Intention de Commencements de Travaux (DICT) Les différentes Déclarations d'Intentions de Commencements de Travaux seront adressées, en temps opportun aux différents services concessionnaires et services techniques municipaux. Le rappel des consignes de l'encadrement aux intervenants chantier devra être formalisé.	EC	EC
Réseaux connus par le CSPS à la rédaction du présent PGC Le rapport de repérage des réseaux est joint au dossier de consultation des entreprises <u>Réseaux enterrés connus :</u> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <u>Réseaux aériens connus :</u> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non L'entreprise devra respectée : <ul style="list-style-type: none"> - Les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant le cas échéant les réponses aux demandes de mise hors tension - Les plans et, le cas échéant, les recommandations spécifiques au chantier issues des DT et des DICT et fournis par le responsable du projet ou par les exploitants des ouvrages 	VRD GO VRD GO	VRD GO VRD GO

5.1.1.3 Condition d'accès au site	Installation	Entretien
Horaire d'accès au chantier Dans le cas d'horaires postés, information obligatoire à transmettre au coordonnateur	EC	EC
Voie d'accès au chantier <ul style="list-style-type: none"> - Voies existantes d'accès <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Localisation : Rue Souham – 19000 TULLE <ul style="list-style-type: none"> - Nature : voie communale - Entretien général : goudronné correct sans difficulté apparente 		
Parkings <ul style="list-style-type: none"> - Véhicules chantier : . Autorisés dans l'enceinte du chantier - Véhicules personnels . Uniquement sur parking public 	TCE	TCE

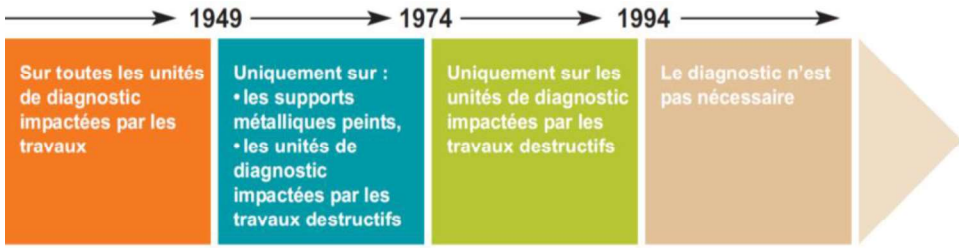
5.1.1.4 Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	Installation	Entretien
➤ Mise en œuvre préalable d'une signalisation routière, temporaire de chantier (panneaux) ➤ Emprise d'une zone de chantier (stockage, bennes, bungalows) ➤ Emprise d'une zone d'implantation de grue fixe ➤ Emprise pour mise en œuvre d'échafaudages extérieurs	EC	EC

5.1.1.5 Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.6 Etablissements industriels, commerciaux, de proximités	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	EC	EC

5.2.2.6 Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Le projet est réalisé dans l'environnement d'une maison d'arrêt. EXTRAIT DES DISPOSITIONS GENERALES DU CAHIER DES CLAUSES COMMUNES DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES Ces dispositions concernant les prestataires de service, les entreprises du bâtiment, les organismes de contrôle, les entreprises chargées de la maintenance de l'établissement ainsi que leurs sous-traitants éventuels chargés de réaliser des prestations à l'intérieur de l'établissement. Dans le cas précis d'études, diagnostics, expertises, audits divers, certains points des présentes dispositions pourront être aménagés, en accord avec le Chef d'établissement. Article D 265 du Code de Procédure Pénale « Le chef d'établissement est responsable de l'application des instructions relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité dans l'établissement » Article D 268 du Code de Procédure Pénale « A ce titre, il prendra les dispositions nécessaires en vue de prévenir les évasions, notamment en ce qui concerne la disposition du chantier, la fermeture des portes ou passages, les circuits de circulation, ainsi que leur éclairage. » Article D 277 du Code de Procédure Pénale « Aucune photographie de l'intérieur de l'établissement ne peut être effectuée ; il en est de même de tout croquis, prise de vue ou enregistrement sonore se rapportant à la détention. » Le document dans son intégralité est joint au dossier de consultation des entreprises.	EC	EC

5.1.1.7 Prévention liée à la présence d'amiante	Installation	Entretien
<p>Pour tout bâtiment impacté par les travaux dont le permis de construire est antérieur au 1er Juillet 1997, un rapport de repérage amiante avant travaux prévu aux articles L4412-2 et R4412-97 doit être fourni au CSPS et ses conclusions doivent être intégrées au PGC.</p> <p>RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation des travaux dans un immeuble bâti / avant démolition.</p> <ul style="list-style-type: none"> - A été réalisé le : 06/08/2019 - Par la société : Manexi - Il porte la référence : 42089-DISP-MA TULLE-13082019.DOCX <p>Conclusion du diagnostic amiante :</p> <p>Présence de matériaux contenant de l'amiante : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>Voir le rapport de repérage des produits et matériaux contenant de l'amiante joint en annexe.</p>	MO	MO
<p>Qualification des intervenants</p> <p>Tous les intervenants susceptibles d'être au contact avec des produits amiantés, tant intervenant de chantier qu'encadrement, doivent être en possession d'une attestation de compétence délivrée suite à une formation dispensée par un organisme certifié.</p>	Tout intervenants	Tout intervenants
<p>Mesures de prévention spécifiques</p> <p>Dans le cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, lors de la réalisation des présents travaux, au cours de démolition d'ouvrages non démontables pour le diagnostic, ces matériaux devront impérativement être laissés en place et signalés au Maître d'ouvrage ou à son représentant, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. Ceux-ci préciseront la marche à suivre pour le traitement de ces matériaux</p>	Tout intervenants	Tout intervenants

5.1.1.8 Prévention liée à la présence de plomb	Installation	Entretien
<p>Selon la directive de la DIRECCTE CENTRE de mars 2014 le Diagnostic plomb avant travaux est obligatoire dans les conditions suivantes :</p> <p>La date de construction des bâtiments impactés par les travaux et la nature des travaux imposent le diagnostic plomb selon le tableau suivant.</p>  <p>RAPPORT DE DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p>: <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>	MO	MO

5.1.1.9 Installations de chantier	Installation	Entretien
Plan d'Installation de Chantier		
<p>➤ Projet de Plan d'Installation de Chantier établi par le Maître d'œuvre et soumis à avis du Coordonnateur SPS et du Maître d'ouvrage. (Voir projet PIC en annexe)</p> <p>Celui-ci fait apparaître très clairement les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installations générales de chantier • Base vie : <ul style="list-style-type: none"> ○ Salle de réunion/réfectoire à l'étage du bâtiment existant ○ Bungalow vestiaire ○ Bungalow WC de chantier • Parkings véhicules chantier • Voies de circulation et Accès véhicule de chantier • Position des clôtures de chantier, du portail d'accès (barrière HERAS avec panneaux amovibles) • Position de la signalisation de chantier : extérieure, intérieure • Position des engins de levage, pendant toute la durée du chantier : <ul style="list-style-type: none"> ○ Position de base ○ Zones d'évolution ○ Zones d'interférences ○ Zones d'interdiction de survol • Emplacement des aires de stockage : <ul style="list-style-type: none"> ○ Stockage matériel ○ Stockage tampon de matériaux • Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le MO, le MOE, le CSPS <p>➤ Diffusé à chaque mise à jour à tous les intervenants, avec affichage dans les bureaux de chantier.</p>	GO	GO / MOE
<p>Panneau de chantier</p> <p>Mise en place d'un panneau réglementaire incluant l'ensemble des intervenants du chantier et leurs coordonnées suivant CCTP</p>	Moa	Moa
Locaux communs à tous les intervenants		
<p>➤ Indication, sur le planning d'exécution, des périodes de disponibilité des moyens mis en commun (base-vie, levage, bennes...).</p>	MOE	MOE
<p>➤ Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, entreprises), ci-dessous désignés doivent obligatoirement être mis en place pendant la période de préparation de chantier. Cette base vie devra impérativement être opérationnelle jusqu'à la fin de chantier.</p> <p>➤ Ces locaux devront être implantés en dehors du périmètre d'influence ou de risques notamment des zones d'activités (hors zone d'évolution des engins de levage, zone de forte circulation de production, zone de forte circulation aux stockages).</p> <p>➤ Coûts de location, mise en œuvre et branchements des cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats</p>	GO	GO

5.1.1.9 Installations de chantier	Installation	Entretien
<p><u>Ces locaux devront comprendre :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats, éclairés, chauffés et aérés, comprenant : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 cabinet et 1 urinoir, ou 2 cabinets pour 20 personnes (chantier > 4 mois), <u>OU</u> minimum 1 cabinet chimique pour 10 personnes (chantier < 4 mois), ➤ 1 lavabo pour 10 personnes, ➤ 1 douche pour 8 personnes (travaux salissants, démolition) ➤ 1 point d'eau potable à disposition ou 3 litres au moins par jour et par travailleurs ➤ En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un wc et un lavabo devront être installés en plus de l'installation de base <p>Cantonnements pour vestiaires pour tous Corps d'Etats</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vestiaires : 1,25m² + 1 armoire par salarié <p>Réfectoires pour Tous Corps d'Etats à l'étage du bâtiment existant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réfectoire : 1, 50m² par salarié + équipements adaptés <ul style="list-style-type: none"> ➤ Locaux Maîtrise d'œuvre éclairés, chauffés et aérés, à l'étage du bâtiment existant avec un équipement proposant une surface adaptée au chantier, pouvant accueillir les réunions. ➤ L'intégralité de la base vie sera nettoyée QUOTIDIENNEMENT ➤ Tous les cheminements piétons praticables par tous les temps et sécurisés, à l'ensemble des cantonnements précités devront être prévus. ➤ Coûts exploitation (Consommables, frais de nettoyage de la base vie) 	<p>GO</p> <p>GO-CP</p>	<p>GO</p> <p>GO-CP</p>
Locaux privatifs entreprises		
<p><i>Locaux Privatifs Entreprises pour chaque corps d'états secondaires :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée. 	<p>EC</p>	<p>EC</p>
Clôture de chantier		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place d'une clôture provisoire de chantier, avec portails d'accès : <ul style="list-style-type: none"> • Type de clôture : HERAS • Localisation : suyant le projet de Plan d'Installation de Chantier ➤ La clôture est due par l'entreprise de gros œuvre. Elle sera installée au démarrage des travaux de terrassements généraux. ➤ Les clôtures provisoires seront composées de panneaux grillagés sur plots béton et reliées par connecteurs. 	<p>GO</p>	<p>GO</p>
Signalisation et balisage de chantier		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ A l'extérieur du site : <ul style="list-style-type: none"> • Entrée / Sortie de chantier, dans chaque sens de la circulation en signalisation d'approche et de positionnement • Fléchage du chantier ➤ Au droit des clôtures : <ul style="list-style-type: none"> • Panneaux « Chantier interdit au public » : aux accès • Panneaux « Sortie de camions » : aux accès du site 	<p>GO</p> <p>GO</p>	<p>GO</p> <p>GO</p>

5.1.1.9 Installations de chantier	Installation	Entretien
<p>➤ A l'intérieur du site, pour les véhicules :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès aux bâtiments • Accès aux cantonnements depuis l'accès principal • Accès aux zones de stockage • Balisage de toute zone de stockage ou de points singuliers avec risques 	GO	GO
Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)		
<p>Installation électrique générale de chantier :</p> <p>➤ Source :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réseau EDF <p>L'alimentation générale vers l'armoire générale du chantier, s'effectuera soit sous fourreaux enterrés sous les voies de circulation (véhicules ou piétons), soit sur poteaux provisoires suivant besoins.</p> <p>Les liaisons depuis l'armoire générale du chantier vers les différentes armoires générales par bâtiment (ou par cages d'escaliers) s'effectueront sous fourreaux apparents ou enterrés.</p> <p>Les liaisons depuis l'armoire générale du chantier vers les différentes armoires pour les bases vie et grues fixes s'effectueront sous fourreaux enterrés sous les voies de circulation (véhicules ou piétons).</p>	GO	GO
<p>Installation électrique secondaire de chantier :</p> <p>➤ Source : Armoires générales</p> <p>➤ Coffrets de chantier : répartis aux différents niveaux distribués et ne nécessitant pas l'utilisation de rallonge de plus de 25 m pour les différents travaux.</p> <p>Distribution vers les différents postes de travail depuis les armoires ou coffrets de chantier, en respectant une distance obligatoirement inférieure à 25 m.</p> <p>Aucune rallonge défectueuse ou équipement portatif défectueux ne sera tolérée sur le chantier. Dans le cas contraire, ceux-ci seront automatiquement mis au rebut.</p>	EL	EL
<p>Eclairage provisoire :</p> <p>➤ Eclairage intérieur : Les éclairages intérieurs protégés (hublots) seront mis en œuvre à l'avancement du lot GO et devront permettre une accessibilité aisée sur toutes les circulations horizontales et verticales de l'ensemble du chantier. L'ensemble des travaux doit être réalisé dans des conditions d'éclairage suffisantes. Pour les besoins du chantier et pour certaines interventions il sera obligatoirement réalisé un éclairage temporaire d'appoint.</p>	GO	GO
<p>Vérification de conformité :</p> <p>➤ Les installations électriques et l'éclairage de chantier devront être vérifiées par un organisme agréé avant toute mise en service. Les réserves éventuelles devront impérativement être levées par le chef d'entreprise du lot concerné avant toute utilisation.</p> <p>➤ Coûts exploitation (Consommables)</p>	EL GO - CP	EL GO - CP
<p>Estimation du besoin de puissance :</p> <p>➤ Chaque entreprise devra indiquer pendant la période de préparation de chantier ses besoins en puissance électrique pour la réalisation de ses travaux. L'absence d'information vaudra acceptation des puissances disponibles mises en œuvre par l'entreprise en charge de cette installation, sur la base des informations recueillies dans les pièces écrites.</p>	EC	EC

Chauffage de chantier (option)		
<p>➤ Mise en œuvre Chauffage ou préchauffage de chantier</p> <p>Suivant les conditions hivernales du site et la planification de l'OPC, des équipements de chauffage ou de préchauffage des locaux seront nécessaires.</p> <p>En fonction des possibilités techniques du chantier, sur décision de l'équipe de maîtrise d'œuvre (MOE/OPC/CSPS/MO) il sera envisagé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Les moyens</u> : la location de moyens de chauffage ou la mise à disposition d'équipements de l'opération 	GO	GO
➤ Fermeture des ouvrants permettant le maintien de l'efficacité des systèmes de chauffage	GO	GO
➤ Les consommables	GO-CP	GO-CP
Registre Sécurité de Chantier		
➤ Le registre pour les engins collectifs de chantier, installations électriques provisoires, appareils de levage, échafaudages, sera ouvert et disponible sur le chantier, incluant les comptes rendus de visites de vérifications, les levées de réserves, les rapports techniques à jour, notice de montage et de calculs des échafaudages et les PV de réception.	GO (phase GO) EL (phase CES)	GO (phase GO) EL (phase CES)

5.1.1.10 Circulation sur le chantier	Installation	Entretien
Contrôle d'accès / Circulation des véhicules		
<p>Bureau de contrôle d'accès</p> <p>Prévu par le maître d'ouvrage : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>		
<p>Circulation des véhicules</p> <p>L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en œuvre.</p> <p>Tous les autres véhicules ; entreprises, transport et personnel, stationneront les parkings visiteurs ou sur le domaine public.</p>		

5.2 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

5.3.1 Accès - Circulations horizontales et verticales selon phasage de travaux et zone d'intervention (voir phasage + PIC)

5.3.1.1 Accès		
<p>➤ Phase 1 – Zone 5 (Local fouille) -. Démolition existante – Gaine ascenseur</p> <ul style="list-style-type: none"> L'accès pour la création de la gaine ascenseur se fera depuis le sous-sol avec une fermeture provisoire sur chaque niveau pour empêcher l'accès aux zones en activités. <p>➤ Phase 2 : Extension + Zone 2A et Zone 2B</p> <ul style="list-style-type: none"> Extension : accès depuis le portail extérieur vers la zone travaux Zone 2A + Zone 2B : accès par le chemin de ronde avec un escalier extérieur type échafaudage et une recette à matériaux. Les ouvriers passeront par une fenêtre qui sera déposée le temps des travaux et remplacées par un moyen de fermeture condamnable. L'accès entre le RDC et le 1er étage de la zone 2 se fera par une trémie en plancher d'une cellule de cette zone. <p>➤ Phase 3 : Zone 1 + Zone 3A + Zone 3B + Zone 4A + Zone 4B</p> <ul style="list-style-type: none"> L'accès à la zone 1 se fera par l'accès cour sécurisée en façade à l'aide d'un escalier type échafaudage. Un moyen de fermeture opaque et condamnable sera installé en lieu et place de la fenêtre actuelle L'accès aux zones 3A et 3B (RDC) se fera par le sous-sol et l'escalier desservant le RDC. Les portes d'accès de ces zones donnant sur les circulations en service seront donc condamnées le temps des travaux. L'accès aux zones 4A et 4B se fera depuis le chemin de ronde avec un escalier type échafaudage et une recette à matériaux. 		
5.3.1.2 Circulations horizontales des piétons		
<p>➤ Les circulations à l'intérieur des bâtiments seront aménagées de manière à :</p> <ul style="list-style-type: none"> Protéger les ouvriers contre tout risque de chute de plain-pied. Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel. <p>➤ Circulations extérieures : Les déplacements devront se faire sur des cheminements « pieds propres » en matériaux d'apport et nivelés pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes.</p> <p>➤ Des passerelles seront installées pour franchir les tranchées ainsi que tous les autres obstacles</p>	GO	GO
	VRD	VRD
5.3.1.3 Circulations verticales		
<p>Accès provisoire, escaliers ou tours d'échafaudage d'accès</p> <p>➤ Mise en œuvre de tours d'échafaudage escaliers suivant besoins, permettant l'aménagement d'accès à chaque niveau, et d'accès en toiture.</p> <p>➤ Echelles d'accès ponctuels et réglementaires</p> <p>Les accès échelles devront être strictement limités aux accès ponctuels et sans manutentions manuelles et devront dans ce cas respecter les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Echelle dépassant le niveau à atteindre de 1.00 m, fixée en tête et en pied Aménagement d'une plate-forme protégée par garde-corps au niveau à atteindre Echelle d'accès des personnels uniquement (pas de matériau ou de matériel porté) <p>Une échelle n'est pas un poste de travail</p>	GO COUV	GO COUV
	EC	EC

5.2.2 Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage

5.2.2.1 Conditions de manutentions des matériaux et matériels	Installation	Entretien
Mise en place d'une grue		
<p>Installation</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le montage et démontage d'une grue à tour se fait en l'absence d'autres entreprises sur le chantier ➤ Un rapport d'examen d'adéquation d'installation de grue sera établi et transmis au CSPS <p>Cet examen englobe toutes les vérifications et notes de calculs justifiant que la grue sera installée et utilisée dans des conditions assurant la sécurité de tous, dans les conditions limites fixées par la notice technique du fabricant. Il prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'étude des charges à lever, • Le positionnement de la grue, • L'altimétrie de la grue, • Les effets de site éventuels (recommandation R406), • L'étude du système de fondations, • L'intégration des zones d'interdiction de survol en charge (voies publiques, propriétés voisines, base vie telles que définies sur le Plan d'Installation de Chantier), voire la nécessité d'utiliser un limiteur d'évolution, • Les interférences éventuelles avec d'autres moyens de levage (du chantier ou des chantiers mitoyens). 	GO	GO
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Transmission du PV de réception d'un organisme certifié avant utilisation. ➤ Les moyens nécessaires à la transmission des informations entre tous les grutiers et les responsables des travaux ou du chantier (radiotéléphone, etc.) devront être mis en œuvre. ➤ Vérification à la mise en service et périodiques. Communiquer les documents des bureaux spécialisés (études d'effet de site, géotechnique, dimensionnement des fondations) au vérificateur. ➤ Toutes les réserves seront levées AVANT utilisation. ➤ Un anémomètre sera installé au sommet de chaque grue, couplé avec système de préalarme / alarme. 	GO	GO
<p>Utilisation</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Conduite de l'engin par du personnel formé et autorisé ➤ Elingage, colisage et manœuvre pour ses propres besoins ➤ Si les conditions ne permettent pas au conducteur de suivre visuellement toutes les manœuvres, il doit être assisté d'un chef de manœuvre (à préciser dans le PPSPS de l'entreprise). Un système radio pourra également être mis en place. 	GO	GO
<p>Servitude de grue</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les manutentions et approvisionnements avec la grue du chantier ne pourront commencer qu'après l'établissement d'une convention de prêt entre l'entreprise de Gros œuvre et l'entreprise concernée, qui déterminera les responsabilités des intervenants 	GO	GO
<p>Organisation des approvisionnements</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour permettre les approvisionnements dans les niveaux concernés, l'entreprise titulaire du Lot Gros œuvre assurera la mise à disposition de recettes à matériaux à chaque étage (matérialisation et protection) et l'affichage systématique des charges admissibles. Les entreprises devront ANTICIPER l'approvisionnement de leurs matériaux de manière à disposer de ces plateformes de réception. Les matériaux seront déposés sur les planchers de chaque niveau et immédiatement distribués sur le niveau 	GO	GO

5.2.3 Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux

5.2.3.1 Approvisionnement	Installation	Entretien
➤ Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.	EC	EC
➤ Les entreprises devront formuler leurs besoins en surface de stockage et surface de magasins au cours de la phase préparation du chantier.	EC	EC
➤ Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier (DHOL)	EC	EC
➤ L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés	EC	EC

5.2.3.2 Conditions et délimitations des zones de stockage ou d'entreposage	Installation	Entretien
➤ Les localisations et les emprises exactes des zones de stockage ou d'entreposage, seront étudiées avec le MOE et le CSPS en phase de préparation, sur proposition de chaque entreprise.	TCE	TCE
➤ Gestion logistique jusqu'à la réception, comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none"> • organisation des approvisionnements, • planification des approvisionnements sur la base d'un tableau récapitulatif des matériaux et des charges. 	OPC	OPC
➤ Mettre en place un suivi hebdomadaire en réunion de chantier (adaptation des moyens, repérage des défaillances...).	GO	GO
➤ Réalisation et entretien pendant toute la phase chantier d'une plateforme de stockage, pouvant accueillir des containers. cf PIC	TCE	TCE
➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée.	GO	GO
➤ Après recensement auprès des entreprises, le Plan d'Installation de Chantier devra être complété en phase de préparation.	GO	GO
➤ Emprise de principe pour GO à inscrire au Plan d'Installation de Chantier : 15m x 10m	GO	GO
➤ Emprise de principe pour CES à inscrire au Plan d'Installation de Chantier : 10m x 10m	GO	GO
➤ Les aménagements nécessaires à la réalisation de ces zones/aires et leurs libérations devront être effectués de façon à permettre le stockage ou l'entreposage évitant tout renversement de ceux-ci.	GO	GO
➤ Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement.	EC	EC
➤ Les circulations devront rester libres de tous stockages ou autres.	TCE	TCE

5.2.4 Nettoyage et évacuation des déchets et décombres

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

<u>Nettoyage et évacuation des déchets</u>		
➤ Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte de chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables	TCE	TCE
➤ Utilisation des recettes à matériaux	TCE	TCE

5.2.5 Protections collectives

Note préliminaire :

Chacune d'entre elles est à **la charge d'une entreprise définie**, celle-ci assure sa mise en œuvre, sa maintenance, son retrait.

Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :

- Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitives de l'ascenseur par exemple)
- Après suppression du risque en cours de chantier
- Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective : respecter la procédure **ci-après**.

Retrait provisoire d'une protection collective :

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui, pour l'exécution de sa tâche, doit momentanément modifier une protection collective, **doit obligatoirement** :

- Dispositions préalables :
 - Informer préalablement le Coordonnateur SPS, la maîtrise d'œuvre
 - Justifier le retrait de la protection collective en place par l'impossibilité d'exécuter sa tâche par quelque moyen que ce soit
 - Proposer la mise en œuvre d'une autre protection collective d'un niveau équivalent
 - Indiquer les éventuels moyens de protection individuelle à adopter temporairement, ou pendant toute la durée de la tâche, pour son personnel ainsi que pour celui d'autres entreprises éventuellement
- Méthodologie :
 - Mettre en œuvre la nouvelle protection collective
 - Déposer la précédente
 - Maintenir pendant toute sa durée d'intervention la nouvelle protection mise en œuvre
 - Réaliser son intervention
 - Remettre en œuvre l'ancienne protection collective
 - Déposer la protection remplaçante

Autres protections collectives :

Dans le cas où l'évolution du chantier, par modification de planning par exemple, impliquerait la modification ou l'ajout d'une nouvelle protection collective, une entreprise sera désignée par le Maître d'œuvre après concertation avec le Coordonnateur SPS et les entreprises concernées afin d'installer et entretenir celle-ci.

<u>Règles de responsabilité des protections collectives :</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Mise en œuvre des protections collectives par lot à l'avancement. Chaque entreprise est tenue de mettre en place les protections collectives des ouvrages qu'elle bâtit.	EC	EC

<u>Règles de responsabilité des protections collectives :</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective par le lot titulaire de l'installation	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective due à une autre entreprise que celle installatrice	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)

5.2.6 Mesures prises en matière d'interactions sur le site

Préambule

Ce chapitre est décomposé par phase de travaux. Pour chacune d'entre elle, en fonction des co-activités, l'analyse de risques se présente de la manière suivante dans les tableaux ci-dessous :

- Risque prévisible en fonction des tâches et éléments techniques connus à ce jour
- Mesures de prévention collectives pour la réalisation des travaux intégrant les risques liés à la co-activité à mettre en place en place par le lot.

Les mesures définies par phase se cumuleront en fonction de l'avancement du chantier, sans oublier les mesures générales définies dans les chapitres précédents.

Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes chargées de travaux) devront impérativement expliciter dans leur PPSPS les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans le cadre de leur analyse de risques. Cette méthodologie devra clairement expliciter le type de moyens correspondants nécessaires à la prévention des risques qui ressortent de l'analyse. Cette analyse, propre aux travaux de l'entreprise, devra **au minimum** reprendre les points énumérés ci-dessous.

5.2.6.1 Phase Préparation

Coactivité : Gros œuvre

<u>Phase préparation</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Installations de chantier</i>		
➤ Raccordements sur le chantier en eau potable, électricité et eaux usées.	MO	GO-CP
➤ Mise en place des installations de chantier	GO	GO
<i>Risques électriques</i>		
➤ Etablissement des DICT auprès de tous les services concessionnaires	EC	EC
➤ Contrôle des installations électriques de chantier, y compris des bases vie par un organisme agréé (Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011., les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle). Un exemplaire du rapport de conformité devra être tenu à disposition sur le chantier	GO	GO
<i>Risques d'incendie</i>		
➤ Identification et balisage des zones pour les produits dangereux, mise en place des moyens de lutte (extincteurs, bac de rétention, débroussaillage périphérique, etc.). Limitation du stockage dans les quantités nécessaires à la consommation journalière.	GO	GO
<i>Risques liés au renversement des installations</i>		
➤ Réalisation des études de sol et de fondations avec ouvrages spécifiques suivant besoins pour les installations des bases vie, pour celles de levage ou de production de béton	GO	GO

<u>Phase préparation</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Risques liés aux VRD préalables : écrasement, chute, ensevelissement, heurt</i>		
➤ Balisage en retrait des fouilles ouvertes	EC	EC
➤ Passerelles de franchissement sécurisées des fouilles ouvertes	EC	EC
➤ Protection des têtes de talus par garde-corps (avec plinthes)	EC	EC
➤ Blindage des fouilles profondes, avec échelle d'accès, suivant besoins	EC	EC
➤ Mise en place de garde-corps au droit de toutes les tranchées	EC	EC
➤ Mise en déblais évitant tout glissement	EC	EC
➤ Matériel conforme et contrôlé, notamment avec signal sonore de recul ou caméra en parfait état de fonctionnement	EC	EC
➤ Guidage par homme trafic suivant besoins et délimitation des zones d'évolution des engins	EC	EC
➤ Veille à la bonne application des consignes de sécurité pour les travaux à proximité des lignes électriques aériennes ou enterrées	EC	EC

5.2.6.2 Phase Terrassement – Début Gros œuvre

Co activité : Terrassement VRD / Gros œuvre

<u>Phase Terrassement – Début Gros œuvre</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Risques d'écrasement</i>		
➤ Délimitation des zones de travaux avec emprises nécessaires permettant la prise en compte pour les chutes éventuelles des éléments en surplomb, et information d'approche	GO	GO
➤ Mode opératoire adapté à la tâche à décrire dans le PPSPS	EC	EC
<i>Risques de chute</i>		
➤ Balisage en retrait des fouilles ouvertes	EC	EC
➤ Passerelles de franchissement sécurisées des fouilles ouvertes	EC	EC
➤ Protection des têtes de talus par garde-corps (avec plinthes)	GO	t GO
➤ Mise en place de garde-corps au droit de toutes les tranchées	GO	GO
<i>Risques d'enfouissement ou d'instabilité</i>		
➤ Blindage des fouilles profondes, avec échelle d'accès, suivant besoins	EC	EC
<i>Risques liés à l'évolution des engins</i>		
➤ Matériel conforme et contrôlé, notamment avec signal sonore de recul en parfait état de fonctionnement	EC	EC
➤ Guidage par homme trafic suivant besoins et délimitation des zones d'évolution des engins	EC	EC
➤ Veille à la bonne application des consignes de sécurité pour les travaux à proximité des lignes électriques aériennes ou enterrées	EC	EC
<i>Risques de blessures</i>		
➤ Protection des aciers verticaux et latéraux en attente	EC	EC
➤ Balisage du rayon raclant de la centrale à béton	GO	GO

Phase Terrassement – Début Gros œuvre	Installation	Entretien
Risques de déstabilisation et prévention d'accessibilité		
➤ Tenir un retrait d'1,30m en pied de talus (pente à respecter) au droit des ouvrages béton en sous-sol, et respecter le retrait en tête préconisé par le rapport géotechnique. Dans le cas contraire, soutènements provisoires à mettre en place et à maintenir jusqu'au remblaiement de la zone concernée	GO	GO
➤ Vérification auprès de bureau d'étude de la prise en charge dans les calculs des charges roulantes ou de stockages à proximité des talus de terrassement pendant la phase provisoire de chantier	GO	GO
➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation	EC	EC

5.2.6.3 Phase Gros œuvre – Hors d'eau et hors d'air

Co activité : Gros œuvre ; Etanchéité ; Electricité ; Plomberie Sanitaire ; Charpente ; Menuiserie extérieure ; Façades vitrées

Phase Gros œuvre – Hors d'eau et hors d'air	Installation	Entretien
Risques de chute		
➤ Concertation préalable, à l'initiative du GO, avec tous les lots concernés, pour le choix et la position des protections collectives (garde-corps, fermetures de trémie ou réservation...) permettant le maximum de travaux en sécurité sans démontage de ces protections.	GO	
➤ Rives de dalles <ul style="list-style-type: none"> • Protections par gardes corps en rive de dalle, y compris à l'avancement des préparations de coulage, celles-ci doivent être posées dès la fin des coffrages, avant ferrailage et avant accès des autres corps d'états. • En priorité, les protections en rive de dalle pourront être assurées par potelets enfichables pour support gardes corps dans des douilles préalablement calées en haut de voile. • Maintien des protections du lot GO pour les travaux en toiture (d'étanchéité, de couverture ou autres) ou mise en place de protections collectives adaptées en remplacement. Laisser les protections du lot GO le temps maximum, étancher autour des potelets, et ensuite à la fin de l'ensemble des interventions, revenir pour boucher après enlèvement des protections. 	GO GO COUV	GO GO COUV
➤ Baies libres <ul style="list-style-type: none"> • Protection des baies libres ou des allèges inférieures à 1 m ou des portes fenêtres par mise en place de protections provisoires en tableaux. • Maintien des protections collectives en ouverture de baies. La dépose de celles-ci sera conditionnée par la pose immédiate des menuiseries ou de garde-corps au fur et à mesure. • Pose impérative des vitrages au fur et à mesure de la pose des menuiseries avec affichage obligatoire (et son suivi durant le chantier) sur les vitrages « interdiction d'ouverture ; danger de chute » dans le cas de non mise en place des gardes corps de balcons ou des allèges en tableaux. Une obturation provisoire interdisant l'ouverture de ses menuiseries devra être mise en place dans l'attente des protections des balcons. 	GO MEX MEX	GO MEX MEX
➤ Trémies et réservations <ul style="list-style-type: none"> • Protection fixée des trémies de dalle • Mise en œuvre en phase préparation de dalle, de coffrage « sécurité » pour les trémies d'escaliers non maçonnés, incluant une trappe d'accès échelle pour le personnel, et une trappe toute longueur pour les approvisionnements du plaquiste. Cette disposition pourra être changée et proposée par l'entreprise en phase préparation par un système répondant aux mêmes exigences de sécurité. 	GO GO	GO GO

<u>Phase Gros œuvre – Hors d'eau et hors d'air</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de plaque fixée, boîte de protection tronconique, ou maintien du treillis soudé. Protections par garde-corps des trémies d'escalier, fixés sur la structure métallique indépendamment des bacs collaborant. 	GO	GO
➤ Toitures	CHARP	CHARP
<ul style="list-style-type: none"> Pose de filets en sous face de charpente, sur la totalité de la surface à couvrir. Intégration de supports pour garde-corps provisoires en rives sur la structure. Mise en place de garde-corps provisoires en périphérie de la couverture en utilisant les supports installés sur la charpente métallique. Les lisses doivent être rigides, non réalisées à l'aide de filets. 	CHARP	CHARP
	COUV	COUV
	COUV	COUV
<i>Risques de blessures</i>		
➤ Protection des aciers verticaux et latéraux en attente (dont ceux pour maintenir les gaines en dalle)	GO, EL et PB	GO, EL et PB
<i>Risques d'écrasement et de chute de matériels</i>		
➤ Mise en attente des banches de manière à éviter tout renversement de celles-ci	GO	GO
➤ Mise en place d'auvents métalliques provisoires au droit des entrées pour les travaux en surplomb générant un risque	EC	EC
➤ Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel	EC	EC
➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation	EC	EC
➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol	EC	EC
<i>Risques d'incendie</i>		
➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds et surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux.	EC	EC
<i>Risques de brûlures</i>		
➤ Mise en place d'écrans dans le cas de proximité avec d'autres corps d'états	EC	EC

5.2.6.4 Phase Gros œuvre – Corps d'Etats Secondaires

Co activité : Gros œuvre ; Electricité ; Plomberie Sanitaire ; Ventilation ; Cloisons Doublages ; Menuiserie intérieure ; Faux plafonds ; Revêtements de sols ; Peinture intérieure ; Equipements fluides intérieurs ; Bardage

Phase Gros œuvre – Corps d'Etats Secondaires	Installation	Entretien
Risques de chute <ul style="list-style-type: none"> ➤ Maintien des protections en rive de dalle ou sur les trémies d'escaliers ou mise en place de protections collectives adaptées en remplacement (ossature de cloisons admise si mise en place de lisse de garde-corps incluse) ➤ Les tuyaux servant aux approvisionnements des mortiers pour les travaux de sols devront être disposés de façon à limiter au maximum leurs gênes (arrimage notamment dans les escaliers) ➤ Dépose des coffrages « sécurité » de trémies d'escaliers et mise en place des escaliers définitifs ➤ Utilisation de PEMP ou des échafaudages des travaux de façade pour la mise en œuvre des descentes EP ➤ Surveillance accrue pour les enlèvements des déchets et de leur évacuation, afin d'éviter toute circulation encombrée et notamment dans les escaliers ➤ Les approvisionnements par les balcons devront se faire sans avoir à déposer les garde-corps provisoires mis en place. La zone de levage de la charge doit être balisée. ➤ Mise en place à l'avancement d'au moins un point de puisage avec robinet à nez fileté et d'un réceptacle par bâtiment (distance maximale entre 2 points ne doit pas excéder 40m) ➤ Pose des descentes d'eau pluviale dès la réalisation de la couverture/étanchéité jusqu'au raccordement définitif. Dans le cas contraire, mise en place d'un système d'évacuation provisoire des eaux pluviales, y compris les équipements annexes s'y rapportant. ➤ Lorsque les trémies seront débouchées pour le passage des réseaux, l'entreprise concernée par la trémie replacera un platelage fixé au sol si le risque subsiste. 	PLAQ CAR MIN Bardage TCE TCE PB PB EC	PLAQ CAR MIN Bardage TCE TCE PB PB EC
Risques d'intoxication, d'explosion <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ventilation des locaux et interdiction de fumer si l'on utilise des solvants 	EC	EC
Risques de collision, écrasements <ul style="list-style-type: none"> ➤ Programmation en accord avec l'OPC des arrêts de circulation sur les voies provisoires pour les travaux définitifs, et mise en place des d'accès provisoires nécessaires à la continuité du chantier 	T	T
Risques de chute d'objets <ul style="list-style-type: none"> ➤ Percements en plafonds et dalles : balisage des zones d'intervention, en partie haute et en partie basse, pour prévenir la chute de gravats liés au percement (carottage) ➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol. 	EC EC	EC EC
Risques d'incendie <ul style="list-style-type: none"> ➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds et surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux. 	EC	EC
Risques de blessures, émission de poussières <ul style="list-style-type: none"> ➤ Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. ➤ Privilégier le captage à la source 	EC	EC

5.3 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés dans l'enceinte d'une maison d'arrêt nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux agents pénitenciers et aux détenus, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

5.4 MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

<u>Nettoyage de chantier</u>		
Le chantier sera nettoyé quotidiennement et au fur et à mesure du déroulement des <u>TRAVAUX</u> .	EC	EC
Chaque entreprise DOIT impérativement débarrasser ses propres déchets de chantier, au fur et à mesure de leurs productions.	EC	EC
Les nettoyages devront être effectués conformément aux principes suivants :		
➤ Nettoyage général phase Gros Œuvre	GO	GO
➤ Nettoyage général phase Exécution Corps d'Etats Secondaires	EC	EC
➤ Les parties communes à toutes les entreprises (circulations, voies de circulations, espaces extérieurs, ...) devront être tenues propres constamment.	GO-CP	GO-CP
➤ Nettoyage des postes de travail de chacun, et par aspiration des poussières (plâtre, ciment, bois).	EC	EC
➤ Entretien, nettoyage quotidien cantonnements Tous Corps d'Etats et hebdomadaire locaux Maîtrise d'œuvre	GO-CP	GO-CP
➤ Nettoyage sur injonction : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier
➤ Défaillance d'une entreprise : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier
➤ Défaillance d'évacuation des déchets de plusieurs entreprises sans pouvoir affecter celle-ci à un lot précis : travaux ordonnés à une entreprise extérieure ou à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	A charge CP consigné sur le CR chantier	A charge CP consigné sur le CR chantier
➤ Nettoyage des abords et toute zone du chantier : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	GO-CP	GO-CP
➤ Nettoyage des véhicules sortants sur les voiries publiques	EC	EC
➤ Mise en place de poste de nettoyage des véhicules sortants	GO	GO

5.5 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

	Installation	Entretien
<p>Consignes – Services d'urgences</p> <p>➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie</p> <p>Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :</p> <p>Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112</p> <p>en donnant les informations suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ICI CHANTIER, à TULLE, rue Souham à l'entreprise Téléphone 2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT 3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT 4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE 5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ; 6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message <p>Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.</p> <p>L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.</p>	<p>GO</p> <p>TCE</p>	<p>GO</p> <p>TCE</p>
<p>Mesures d'évacuation</p> <p>➤ L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire par ambulance en empruntant la voie d'accès préalablement dégagée.</p> <p>➤ Un local « infirmerie » sera disponible dans les locaux Maîtrise d'œuvre, si effectif du chantier supérieur à 100 hommes</p>	<p>TCE</p> <p>GO</p>	<p>TCE</p> <p>GO</p>
<p>Déclaration d'accident</p> <p>➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.</p>	<p>TCE</p>	<p>TCE</p>
<p>Orientation des secours</p> <p>➤ Attendre les secours à l'entrée du bâtiment.</p>	<p>TCE</p>	<p>TCE</p>
<p>Mesures de secours et de communication sur le site</p> <p>➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours</p> <p>➤ Chaque entreprise disposera d'un téléphone toujours accessible sur le chantier.</p> <p>➤ Mise en place (et remplacement en cas d'utilisation et de vol jusqu'à la fin du chantier + inspection mensuelle + maintenance annuelle) d'extincteurs portatifs dans ou à proximité immédiate des locaux où sont stockés ou utilisés des produits inflammables.</p>	<p>TCE</p> <p>TCE</p> <p>GO</p>	<p>TCE</p> <p>TCE</p> <p>GO</p>

	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
Secouriste		
➤ Il est exigé pour toute la durée du chantier, une présence d'un secouriste dans la proportion de 1 pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier.	TCE	TCE
• 1 Secouriste pour 20 salariés du chantier, pendant la phase Préparation	GO	GO
• 1 Secouriste pour 20 salariés du chantier, pendant la phase GO – hors d'eau hors d'air	GO et COUV	GO et COUV
• 1 Secouriste pour 20 salariés du chantier, pendant la phase GO – Corps d'états secondaires	GO – EL – PLAQ	GO – EL – PLAQ

5.6 MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS, OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :

Procéder avec le CSPS à une inspection commune :

- Pour cela, Il est nécessaire de disposer d'un ordre de service, ou d'une notification du marché.
- Demande de **réalisation d'une inspection commune** par l'entreprise prenant en compte sa date d'intervention et ses délais de réalisation de PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé), dans un délai compatible avec l'exercice de la mission du CSPS pour organiser le rendez-vous.
- ou sur convocation du CSPS par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination. Le CSPS reste juge de la date de programmation de l'Inspection Commune.
- Les intervenants restent totalement responsables d'une demande de réalisation anticipée si leur intervention est elle-même anticipée. En cas de manquement à une convocation pour une inspection, l'entreprise devient responsable de tout retard éventuel dû au respect de la procédure d'autorisation d'accès au chantier en matière de sécurité et de prévention de la santé.
- Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.
- Préalablement à inspection commune, chaque intervenant diffusera au CSPS :
 - un projet de PPSPS décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;
 - la liste des travaux sous-traités ainsi que les coordonnées des sous-traitants

La forme des inspections commune sera décidée par le CSPS : Inspections communes individuelles ou par phase.

Rédiger et Transmettre son PPSPS ainsi que tout élément demandé par le CSPS lors de l'inspection commune, avant son intervention sur le chantier :

L'entreprise explicite sa méthodologie d'intervention dans son PPSPS, pour toute prestation incluse dans son marché, en respectant les exigences du PGC et les demandes formulées lors de l'inspection commune.

L'entreprise joindra à son PPSPS toutes les fiches de données de sécurité (FDS) des produits qu'elle prévoit d'utiliser, détaillera les méthodologies, les mesures de protection collectives qu'elle mettra en œuvre, ainsi que les risques exportés vers les autres intervenants et les parades mises en œuvre. Le cas échéant, un avenant complètera le PPSPS pour tout nouveau produit ou modification de produit par rapport au PPSPS initial.

Transmettre le PGC et son PPSPS à son sous-traitant éventuel :

- Organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et demander l'agrément au MO pour chacun des sous-traitants.
- Transmettre à son personnel les informations de prévention à respecter, (connaissances du travail exact à effectuer, de la position des cantonnements et leurs équipements, des moyens d'alerte, des numéros de téléphone d'urgence et leur localisation, des procédures spécifiques d'évacuation, des consignes en cas d'accident ou d'incendie). Les intérimaires et fournisseurs sont soumis aux mêmes obligations que tout entrepreneur titulaire d'un marché de travaux agréé par le Maître d'ouvrage. Il est de la responsabilité pleine et entière de l'entreprise de procéder à l'accueil de ses intérimaires ou fournisseurs, par tout moyen approprié (note spécifique, procédure). Ces indications seront reportées dans le PPSPS de l'entreprise titulaire.
- Transmettre, au cours de toute l'opération plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés par le CSPS. En particulier, tous les rapports de contrôle réglementaire à la mise en service seront transmis avec la justification écrite de la levée de toutes les éventuelles remarques.

Modalités d'accès aux seules personnes autorisées, en matière de prévention :

Les personnes autorisées à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par les entreprises :
 - Des mesures SPS contenues dans le PGC
 - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
 - Des mesures SPS contenues dans le PPSPS de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes
- Consignation dans le registre journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées
- Autorisation de la reprise du poste de travail

En outre, seuls les personnels des entreprises agréées par le maître d'ouvrage seront autorisés à accéder au chantier.

Travaux :

Durant toute l'opération, les entreprises doivent :

- Viser le Registre Journal
- Assurer la présence d'au minimum une personne de l'entreprise maîtrisant la langue française sur le chantier
- Transmettre tous plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés en cours de chantier par le coordonnateur.
- Participer aux travaux du CISSCT et à ses réunions, et faire participer les représentants des salariés des entreprises

Affichage « En cas d'accident »

OPPBTP
La prévention BTP

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

112
Centre d'appels secours

15
Samu

et dites...

1 Ici chantier MAISON D'ARRÊT

À (commune ou arrondissement) **TULLE**
N° Rue **SOUHAM**
En face de
Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.




ANNEXES

- Annexe 1 : DAT TULLE (56 pages)
- Annexe 2 : MA TULLE- PIC- 27-12 (1 page)

ANNEXE 1

DAT TULLE

Affaire : 42089	Identification du Technicien : Technicien : FAIVRE Emmanuel Coordonnées : 696, rue Yves Kermen - 92100 Boulogne Téléphone : 01.41.31.67.80 N° SIRET : 390 393 916 00114 N° police assurance : COVEA-MMA n° 112 594 868	 MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
<u>Suivi des versions</u>			
Référence rapport	Objet de la révision	Date	Version
42089-DISP-MA TULLE-13082019.DOCX	Emission initiale	13/08/2019	1

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante

Avant Travaux

Conformément à l'arrêté du 16 juillet 2019, relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis

Identification du bâtiment : MA TULLE		
Adresse : 26 rue Souham 19000 TULLE		
Partie(s) d'immeuble visitée(s) :	Divers locaux	
Donneur d'Ordre Ministère de la Justice Direction Régionale 188 rue de Pessac BP 57 33023 BORDEAUX CEDEX		Maitre d'ouvrage / Propriétaire Ministère de la Justice Direction Régionale 188 rue de Pessac BP 57 33023 BORDEAUX CEDEX
Rapport établi par Visa	FAIVRE Emmanuel 	<p>Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par AFNOR CERTIFICATION sis 11 rue Francis de Précensé 93571 LA PLAINE SINT DENIS cedex délivré le 28/06/2017 et expirant le 27/06/2022*</p>

* conformément à l'arrêté du 25.07.2016 la certification amiante porte sur les repérages des matériaux des listes A, B et C définis aux articles R. 1334-20 à R. 1334-22 Code de la Santé Publique.

Ce rapport comporte 56 pages dont 5 annexes et ne peut être reproduit que dans son intégralité.

Sommaire

1. Conclusion du rapport	3
1.1. Conclusions générales.....	3
1.2. Matériaux et/ou Produits repérés Contenant de l'Amiante (MPCA)	3
1.3. Locaux et composants non inspectés.....	3
2. Objet et programme du repérage	4
2.1. Périmètre des travaux	4
2.2. Descriptif des travaux	4
2.3. Programme de repérage	5
3. Conditions de réalisation et méthodologie de repérage	5
3.1. Méthodologie.....	5
3.1.1. Evaluation des risques	5
3.1.2. Prévention des risques	5
3.1.3. Présentation générale des investigations.....	6
3.1.4. Présentation des investigations approfondies	7
3.1.5. Détail des phases	8
3.2. Avertissements	8
4. Conditions de réalisation du repérage	9
4.1. Locaux visités	9
4.2. Documents remis par le propriétaire et/ou le donneur d'ordre.....	10
4.3. Ecart par rapport à la norme et au code de la santé publique.....	10
5. Planche(s) de repérage	11
6. Résultats détaillés du repérage	11
7. Annexes	11
Annexe 1 : planche(s) de repérage	12
Annexe 2 : résultats détaillés du repérage	16
Annexe 3 : rapport(s) d'analyse des prélèvements du ou des laboratoires.....	26
Annexe 4 : annexe 1 de l'arrêté du 16.07.2019	46
Annexe 5 : attestation d'assurance, déclaration sur l'honneur et certificat de compétences	53

1. Conclusion du rapport

1.1. Conclusions générales

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.


Remarques particulières :

Des investigations complémentaires sont à prévoir (cf. §1.3.).

1.2. Matériaux et/ou Produits repérés Contenant de l'Amiante (MPCA)

Réf. MPCA	Description	Localisation générale, zone homogène ou par similitude d'ouvrage	Critère de décision	Photo
	sans objet			

1.3. Locaux et composants non inspectés

Index balise plan	Localisation	Type de réserve	Raison de la réserve	Moyens à mettre en œuvre	Commentaires	Photos
24	R+2.pdf	Composant non investigué	accès verrière inaccessible depuis le R+2	nacelle depuis le RdC ou accès extérieur	/	

Liste des composants types pour aider à reformuler et vérifier qu'on n'a rien oublié.

Composant ou partie de composant	Localisation	Cause de non-inspection	Moyens à mettre en œuvre
sans objet			

2. Objet et programme du repérage

La présente mission consiste à établir le constat de repérage avant réalisation de travaux dénommé mission « Travaux » sur le bien ou parties de bien suivant :

MA TULLE
26 rue Souham 19000 TULLE

Type de bien : **Etablissement pénitencier**

Ce repérage a pour objectif d'identifier les matériaux et produits susceptibles de libérer des fibres d'amiante à l'occasion des travaux prévus par le donneur d'ordre et est réalisé pour satisfaire l'exigence du code du travail portant sur l'évaluation des risques pour les salariés. La méthodologie appliquée est celle de la norme NF X 46-020 « Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis ».

Le repérage porte sur les zones concernées directement ou indirectement par les travaux prévus. Le périmètre du présent repérage est défini par le programme des travaux tel que transmis par le donneur d'ordre.

Ce repérage est destiné à être communiqué aux entreprises appelées à faire des travaux afin qu'elles puissent procéder à l'évaluation des risques conformément au code du travail et déterminer les mesures de préventions adaptées pour la protection des salariés, des occupants éventuels et de l'environnement.

2.1. Périmètre des travaux

D'après les indications fournies par le Maître d'Ouvrage ou issues des documents communiqués (descriptifs, plans, etc.), les travaux portent sur le périmètre suivant :

3 zones du RdC au R+2 du bâtiment principal

2.2. Descriptif des travaux

D'après les indications fournies par le Maître d'Ouvrage ou issues des documents communiqués (descriptifs, plans, etc.), la nature des travaux est la suivante :

Réaménagements de certains locaux

Locaux concernés	Nature des travaux prévus
RdC : zones salle musculation, parloirs, petit quartier, bureau détention	Réaménagement des locaux
R+1 : local informatique et peinture, petit quartier	Réaménagement des locaux
Verrière	Remplacement vitre

Ces informations ont été collectées auprès de : Philippe BARBE (DISP)

- ☒ par mail en date du 21.06.2019 ;
- ☐ par téléphone en date du [xx/xx/2016] ;
- ☐ sur site en date du [xx/xx/2016].

2.3. Programme de repérage

Équipements et ouvrages du bâti	Concernés par les travaux	Non concernés par les travaux
1 – Toiture et étanchéité		X
2 – Façades		X
3 – Parois verticales intérieures et enduits	X	
4 – Plafonds et faux plafonds	X	
5 – Revêtements de sol et de murs	X	
6 – Conduits, canalisations et équipements	X	
7 – Ascenseurs et monte-charges		sans objet
8 – Équipements divers	X	
9 – Installations industrielles		sans objet
10 – Voies et réseaux divers		x

Le repérage, objet du présent rapport, porte exclusivement sur les composants objet des rubriques ci-dessus et dont la liste est détaillée ci-dessous et en annexe 4.

Tous les travaux effectués dans des locaux autres que ceux définis au paragraphe 2.1 et/ou de natures différentes que celles définies au paragraphe 2.2 devront faire l'objet d'un nouveau repérage des MPCA avant travaux.

3. Conditions de réalisation et méthodologie de repérage

3.1. Méthodologie

Dans le périmètre des travaux définis par le donneur d'ordre (cf. point 2.2), l'opérateur de repérage procède à un examen visuel des ouvrages en vue de rechercher puis de recenser et identifier les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante (matériau ou produit ayant intégré de l'amiante pendant certaines périodes de leur fabrication) entrant dans le cadre de la présente mission et pouvant être sollicités directement ou indirectement lors des travaux envisagés.

Le repérage des MPCA avant travaux a été effectué conformément à la Norme NFX 46-020 qui en définit le processus.

3.1.1. Evaluation des risques

Tout travailleur dont l'activité professionnelle ne consiste pas à confiner ou retirer de l'amiante, mais dont l'intervention est susceptible de libérer des fibres d'amiante et par voie de conséquence de l'y exposer, entre dans le champ d'application de la sous-section 4 défini à l'article R. 4412-94 tiret 2 du Code du travail et doit bénéficier des mesures de prévention définies aux articles R. 4412-97 à R. 4412-124 et R. 4412-144 à R. 4412-148 du code du travail.

Les travailleurs concernés bénéficient, préalablement à toute activité ou intervention en présence d'amiante, d'une formation à la prévention des risques liés à l'amiante suivant les dispositions de l'arrêté du 23 février 2012.

3.1.2. Prévention des risques

Dans le cadre des investigations pour le repérage des MPCA, l'opérateur inspecte l'ensemble des matériaux existant directement ou par réalisation de sondages.

Mode opératoire de sondage et/ou de prélèvement de matériaux :

Les prélèvements/sondages seront réalisés en l'absence de tout occupant dans le local. Si nous sommes accompagnés ou en cas de présence de personnel du bâtiment : soit nous attendrons qu'il ait quitté la pièce, soit nous lui demanderons de sortir ou de s'éloigner du point de prélèvement pour les grands volumes tels que les parkings, avant d'effectuer les prélèvements/sondages.

L'intervention consiste à sonder, et si nécessaire, prélever, les différentes couches des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

Pour chaque matériau identifié comme susceptible de contenir de l'amiante, l'opérateur peut le déclarer amianté (si un matériau similaire a déjà fait l'objet de prélèvements), ou réaliser un prélèvement pour le faire analyser en laboratoire.

Lors de ce prélèvement, et en l'absence de connaissance sur la présence d'amiante dans le matériau, l'opérateur le considérera amianté pour son analyse de risque. Dans ce cas, les différentes étapes du prélèvement sont les suivantes :

- humidification de la surface du matériau suspect par pulvérisation, afin d'éviter l'éventuelle dispersion de fibres ;
- prélèvement d'un échantillon représentatif du matériau (toute les couches d'un revêtement de sol, etc.) à l'aide d'outillage manuel : marteau, ciseau à bois, cutter, etc. ;
- double ensachage des échantillons ;
- application d'un fixateur par pulvérisation sur le matériau ayant fait l'objet d'un prélèvement.

A l'issue de chaque prélèvement, l'opérateur nettoie la zone au moyen de lingettes et/ou d'un aspirateur THE et évacue les éventuels déchets résiduels.

3.1.3. Présentation générale des investigations

Pour la réalisation du repérage amiante, l'opérateur doit pouvoir visiter, inspecter et sonder l'ensemble du bâti et l'ensemble des matériaux qu'il contient. Pour ce faire, l'opérateur réalisera des prélèvements de matériaux pour analyse en laboratoire agréé.

Pour cela, la majorité des sondages et prélèvements ne nécessitent pas d'investigations approfondies. Exemples d'investigations nécessaires :

- soulèvement des dalles de faux-plafond ;
- dépose/repose de trappes de visite ;
- sondages sous revêtements de sol collés ;
- prélèvement au cutter d'enveloppe de calorifuge ;
- etc.

Ces interventions, dont la gêne est limitée voire nulle, sont réalisées avec des outillages manuels (lampe torche, massette, tournevis, etc.) et ne génèrent pas de déchets. Quand bien même, un nettoyage systématique est réalisé après intervention. Dans le cas de prélèvements, ils sont réalisés selon le mode opératoire décrit au § 3.1.2.

Lors de la réalisation de ces sondages, les opérateurs sont en tenue de ville. Les EPI prévus sont principalement des gants, casquette coquée, demi-masque de protection respiratoire (type masque de chirurgien) pour l'inspection des plénums par nature poussiéreux. Après utilisation, ces masques sont évacués dans des sacs étanches.

Si, lors des opérations de repérage, le technicien rencontre un matériau dont le sondage risque de libérer des fibres d'amiante, l'intervention sera momentanément suspendue et il sera proposé un mode opératoire spécifique puis soumis à validation par l'occupant et le maître d'œuvre avant intervention ultérieure sur le matériau susceptible de libérer des fibres d'amiante.

Les repérages se sont effectués en horaires normaux : 9h – 18h : ensemble des locaux

3.1.4. Présentation des investigations approfondies

Cependant pour accéder à certains matériaux, il est nécessaire de réaliser des investigations plus approfondies. Le paragraphe suivant a pour objet de décrire les investigations approfondies non-destructives et destructives réalisées, ou restant à réaliser, permettant d'accéder aux matériaux susceptibles de contenir de l'amiante.

Elément / Objectif	Méthodologie	Entreprise extérieure	Stratégie de sondage		Remarques particulières
			Zone homogène	Nbre de sondage prévu/réalisé	
<u>Sols scellés :</u> rechercher la présence d'amiante dans les différentes couches de revêtement de sol (colles, ragréages, chapes, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> - sondage avec outils manuels (marteau et burin). Nettoyage à la lingette humide et évacuation des déchets inertes en sac étanche. 	Non	Chaque pièce	minimum un sondage par pièce	/
<u>Colle faïences murales et plinthes collées :</u> rechercher la présence d'amiante dans les différentes couches de revêtement de sol (colles, ragréages, chapes, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> - sondage avec outils manuels (marteau et burin). Nettoyage à la lingette humide et évacuation des déchets inertes en sac étanche. 	Oui / non	Chaque pièce	minimum un sondage par pièce	/

3.1.5. Détail des phases

Ce repérage s'est effectué en :

☒ 1 phase unique

☐ 2 phases

Dans ce cas, ce rapport concerne la : ☐ Phase 1 ☐ Phase 2

Dans le cas d'une phase unique, les deux points ci-dessous sont réalisés dans le même temps

PHASE 1 :

Elle comprend la visite de repérage des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante accessibles sans travaux destructifs.

Lors de cette phase le repérage est réalisé dans l'ensemble des locaux objets des travaux par examen visuel et prélèvements de matériaux sans travaux destructifs, comme par exemple :

X	Sondages des sols
X	Sondages des colles de faïence
X	Sondages de plénum (mastic sur gaine, enveloppe de calorifuge...)
X	Sondages des cloisons

Tous les sondages seront réalisés avec un outillage manuel type ciseau à bois, tournevis ou massette.

PHASE 2 :

Le cas échéant, elle sera réalisée à la libération des locaux, au plus tard au début des travaux.

Cette phase comprendra la réalisation des sondages n'ayant pas pu être réalisés lors de la phase 1 et/ou des investigations approfondies nécessitant l'intervention d'entreprises ou d'outillages spécialisés. Exemple d'investigations à prévoir :

	Création de trappe de visite pour sondage plénum
--	--

A l'issue de la 1^{ère} phase, ces investigations approfondies sont définies et listées dans le pré-rapport (nombre, localisation – voir rapport et plans), hormis celles qui doivent être définies avec des entreprises spécialisées (ex : démontages éléments menuiseries en façade dont la faisabilité est à étudier avec le façadier, etc.).

Certaines parties d'ouvrages pourront ne pas être accessibles avant que les opérations de déconstruction ne commencent. L'opérateur de repérage émettra les réserves correspondantes et préconisera les investigations complémentaires qui devront être réalisées entre les différentes étapes de la démolition.

3.2. Avertissements

La recherche des MPCA est réalisée par inspections visuelles, sondages et prélèvements le cas échéant selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme AFNOR NF X 46-020 : elle ne peut cependant être exhaustive.

Certains MPCA peuvent être présents de façon aléatoire et par là, ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche retenue : détermination de zones homogènes, fréquences des sondages et prélèvements définies par la Norme AFNOR NF X 46-020 à l'intérieur des zones homogènes.

Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA puissent être mis en évidence lors d'autres opérations telles que le démontage d'éléments, travaux, autres inspections et contrôles, etc.

Le repérage objet du présent rapport porte exclusivement sur les composants objet des rubriques ci-dessus et dont la liste est détaillée en annexe 4.

Toute démolition et/ou travaux dans des bâtiments et locaux autres que ceux définis au paragraphe 2.1 et/ou de natures différentes que celles définies au paragraphe 2.2 devront faire l'objet d'un nouveau repérage des MPCA spécifique avant démolition ou avant travaux.

Le présent rapport ne peut être utilisé que dans les limites des travaux décrits au paragraphe 2.2.

4. Conditions de réalisation du repérage

4.1. Locaux visités

Index balise plan	Etage concerné	Nom du local	Descriptif des sols	Descriptif des murs	Descriptif des plafonds	Descriptif des faux-plafonds
2	RdC.pdf	salle musculation	dalle de sol PVC 60x60 autocollante	pierre	béton peint	
7	RdC.pdf	zone parloirs	carrelage	béton	béton	
12	RdC.pdf	cellules petit quartier	carrelage	béton	plâtre lissé sur béton	
20	R+1.pdf	local informatique et peinture	carrelage	béton	plâtre lissé sur béton	dalle de faux plafond Armstrong (Local informatique)
29	RdC.pdf	zone bureau détention	carrelage	béton	béton peint	

4.2. Documents remis par le propriétaire et/ou le donneur d'ordre

Plans existants Oui

Dossiers de construction initiale	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	Voir liste ci-après
Rapports de repérages des MPCA antérieurs	Oui	Voir liste ci-après
Date du permis de construire (à défaut date de construction)	Début XX ^{ème} siècle	

Documents remis :

- Plan des zones concernées : plan état des lieux projet unité de soin, phase DIAG , mai 2019

Anciens rapports de repérage communiqués :

Références	Date du rapport	Nom de la société et opérateur de repérage	Objet du repérage	Principales conclusions
36939 / TULLE	30.11.2016	MANEXI Cédric GOGIBUS	Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante (DTA)	Pas de MPCA détecté dans les zones concernées par les travaux
28924	30.11.2016	MANEXI Cédric GOGIBUS	Fiche récapitulative du DTA	

4.3. Ecart par rapport à la norme et au code de la santé publique

Tous les documents ou informations, nécessaires à l'opérateur de repérage pour lui permettre de réaliser sa mission dans de bonnes conditions, ont été transmis par le donneur d'ordre :

☒ OUI☐ NON (si non voir liste ci-après)

Documents non remis :

- Sans objet

Repérage réalisé après évacuation définitive de l'immeuble bâti :

☐ OUI ☒ NON

Repérage réalisé après enlèvement des mobiliers :

☐ OUI ☒ NON

5. Planche(s) de repérage

Les plans ou croquis indiquent :

- ☒ la situation et dénomination des matériaux et produits contenant de l'amiante ;
- ☒ la localisation des prélèvements effectués ;
- ☒ la localisation des zones éventuellement non visitées (local, composant, partie de composant, etc.).

Nombre de planche(s) : 3 (cf. annexe 1).

6. Résultats détaillés du repérage

Voir annexe 2.

7. Annexes

- Annexe 1 – planches de repérage : 1 page de garde + 3 planche(s) ;
- Annexe 2 – résultats détaillés des prélèvements : 1 page de garde + 9 page(s) ;
- Annexe 3 – rapport(s) d'analyse des prélèvements du ou des laboratoires : 1 page de garde + 19 page(s) ;
- Annexe 4 – annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019 : 1 page de garde + 6 pages ;
- Annexe 5 – attestation d'assurance et certificat de compétences : 1 page de garde + 2 pages.